

L'actualité politique et sociale confère au 30^e anniversaire du Front populaire une résonance particulière.

— C'est aux airs de « Front populaire », et avec sur leurs pancartes le sigle 36-66, que les travailleurs défilèrent le 17 mai à Paris.

— Frachon fixe comme objectif de nouveaux accords Matignon.

— Les tentatives unitaires du P.C.F. sont marquées de la même estampille.

Le mythe du Front populaire, créé et entretenu par le P.C.F. trouve son origine dans l'histoire de ce parti et la politique de la III^e Internationale depuis 1933. C'est la représentation que le P.C. a donné ou donne du Front populaire et l'utilisation qu'il en fait dans la lutte des classes qui nous intéresse ici.

Le Front populaire n'apparut comme formule politique et ne prit corps effectivement qu'au cours même du processus de montée générale de l'activité politique du prolétariat et des masses populaires, de 1934 à 1938, culminant en juin 1936.

Issu du front unique d'action des organisations politiques de la classe ouvrière, le P.C.F. l'a présenté comme son prolongement, son épanouissement.

Né de la riposte ouvrière au coup de force fasciste du 6 février 1934, le front unique fut imposé aux directions socialistes et communistes par la pression de leur base. Plusieurs semaines après la journée de grève et de manifestations communes du 12 février, Thorez dénonçait encore le social-fascisme (la S.F.I.O.) comme le danger principal, et appelait les ouvriers socialistes à l'unité d'action à la base avec leurs camarades communistes.

Quant à Blum, il expliqua plus tard qu'il dut céder aux exigences unitaires de la base de son propre parti sous peine de perdre la direction et le contrôle d'un mouvement qu'il sentait lui échapper.

Si le pacte d'unité d'action signé le 27 juillet 1934 dotait la classe ouvrière d'un instrument de lutte qui lui permit de renverser le rapport des forces en sa faveur, les modalités de l'accord qui stipulaient l'arrêt des critiques réciproques entre les deux partis ouvriers, constituaient la ga-

rantie que le mouvement ne dépasserait pas les limites du réformisme.

La tactique de front unique telle que l'avait définie le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste, sur le principe du « marcher séparément, frapper ensemble », impliquait le maintien de l'autonomie politique du parti communiste, ce qui seul pouvait lui permettre, à travers les luttes de plus en plus radicales engagées grâce à l'unité d'action imposée aux réformistes, d'arracher à ces derniers le contrôle des masses ouvrières.

Cette première dénaturation du front unique en un pacte de non-affrontement des programmes, c'est-à-dire de capitulation politique devant le réformisme, qui faisait suite à la politique gauchiste et inefficace du « plumage de la volaille socialiste » par « l'unité à la base », préparait une pire révision, et d'une tout autre ampleur, la politique de front populaire.

C'est à cette époque que le P.C., à la suite du « Stalintern », élabora des concepts sociologiques « nouveaux » qui fondèrent « théoriquement » sa politique unitaire.

Les « 200 familles », c'est-à-dire l'oligarchie industrielle et financière, furent dénoncées comme la « nouvelle féodalité », incarnation du « privilège égoïste », principe obscurantiste et foyer de « trahison nationale ».

Elles s'opposent à l'ensemble du peuple de France, c'est-à-dire à toutes les couches non-monopolistes de la société, y compris aux petits et moyens capitalistes menacés par la crise économique et la concentration. Il convenait donc de réaliser un front commun de ce nouveau tiers état, soudé derrière un prolétariat uni et cohérent.

La substitution de cette croisade démocratique incluant de larges secteurs de la classe dominante à l'antagonisme Bourgeois-classe ouvrière, fermait à cette dernière toute perspective de lutte pour la destruction des rapports sociaux de production capitalistes et limitait par conséquent ses formes d'action à ce que tolère la légalité bourgeoise.

C'est cette légalité Bourgeoise gardienne de la propriété privée des moyens de production que les ouvriers bousculaient en fait quand, en juin 36, ils occupaient les usines.

Et c'est au nom du maintien de

l'alliance avec les « couches moyennes » que le P.C. obligea le torrent à rentrer dans son lit.

Or les couches moyennes, ruinées par la crise et les décrets-lois, révoltées par la situation intolérable où les jetait la société capitaliste, cherchaient désespérément une issue au-delà du Parti radical discrédité (aux législatives de 1936, le nombre des élus radicaux passe de 157 à 106 ; l'effondrement eût été total sans les désistements communistes et socialistes) auquel elles avaient accordé leur confiance en période de stabilité sociale.

Ces couches étaient à gagner, et le prolétariat ne pouvait y parvenir qu'à condition d'ouvrir des perspectives de changement radical dans la structure de la société, en s'attaquant aux causes de leur déchéance : la société capitaliste elle-même. Sans autonomie ni politique propre, les classes moyennes, ballotées entre le prolétariat et la bourgeoisie, sont vouées en ces périodes d'extrême tension sociale à se rallier au camp qui ouvre les perspectives les plus radicales de changement : la contre-révolution fasciste qui, par sa démagogie anticapitaliste, retourne la fureur désespérée de ces masses contre les organisations ouvrières, ou au contraire le prolétariat révolutionnaire si celui-ci s'attaque aux fondements de l'ordre social existant.

Spontanément, sans avoir conscience des fins ultimes du mouvement qu'elle amorçait, la classe ouvrière, jusque dans ses couches les plus profondes et les plus arriérées, s'emparait physiquement de l'appareil de production dans un formidable processus de convulsion sociale.

Conscience lucide de ce mouvement inconscient, Léon Trotsky écrivait alors : « La Révolution française a commencé ! »

Pour la direction stalinienne, qui assimilait les classes moyennes à leurs représentants traditionnels du Parti radical, qui assimilait donc l'alliance avec les classes moyennes au bloc électoral avec les radicaux, c'est la révolution bourgeoise qui continuait, qui s'achevait.

Des limites infranchissables étaient mises à l'action du prolétariat : le respect de la propriété bourgeoise.

Stoppé, le mouvement refluaient len-

tement, avec des soubresauts, jusqu'au moment où les couches moyennes se trouvant déçues et démobilisées, la « République » se sentit assez forte pour envoyer ses flics contre les ouvriers, désormais isolés, et qui lui avaient fait si peur.

C'est dans une atmosphère de catastrophe que se termina le Front populaire. Le P.C.F. n'évoque jamais la répression anti-ouvrière de 1938, acceptée avec indifférence par les classes moyennes.

Il a au contraire élevé au rang d'un mythe cette politique de Front populaire qui a coûté si cher au prolétariat.

Sous le titre « Avril-Juin 36, c'était le printemps de la liberté », une série d'articles de « l'Humanité » d'avril 1966 exaltent le Front populaire comme un modèle exemplaire de lutte pour la démocratie et le progrès social. Dans « l'Humanité » du 5 mai 1966, Laurent Salini réussit le tour de force d'aligner le bilan triomphal des conquêtes sociales votées au grand galop par les Chambres sans souffler mot du déferlement gréviste de juin 1936.

Débarassé aujourd'hui des souvenirs de toute stratégie authentiquement communiste, le P.C.F. peut pousser très loin l'explication politique du Front populaire. L'heure n'est plus à l'opportunisme mal camouflé derrière le rappel des principes révolutionnaires abstraits, mais à un réformisme authentique qui tend à s'élaborer.

La perspective tracée dès 1935 « d'une création continue de la démocratie, capable, sous la direction du Parti communiste, le parti de la classe ouvrière en qui s'incarne l'avenir de la nation, de rouvrir en France l'ère du progrès politique et social » n'est plus un intermède, une étape distincte de la révolution socialiste future, elle est « la voie française au socialisme ».

De Léon Blum à François Mitterrand, le Front populaire voit s'approfondir sa mythification ; et sa formule équivoque est d'autant plus dangereuse qu'au service d'une politique de collaboration de classe de plus en plus cynique, elle est mise sous le signe d'un des moments les plus exaltants de l'histoire ouvrière française : Juin 36.

M. LECRET

CABINET DE FANTÔMES...

(Suite de la page 1)

Sous une forme très enveloppée cette lettre indique surtout la volonté de la Fédération de tenir la porte ouverte des deux côtés. Autrement dit, l'appoint des suffrages communistes est indispensable aux Mitterrand-Mollet-Billères pour traiter en position de force avec Lecanuet et revendiquer une fonction d'axe de la nouvelle majorité.

La constitution du contre-gouvernement est une tentative artificielle pour aboutir au même résultat en forçant le jeu : mettre en valeur la Fédération en tant que pivot et force prépondérante d'une coalition de rechange et contraindre les partenaires sur la droite comme sur la gauche à servir de force d'appoint.

La réaction assez vive de premières déclarations du P.C.F. à l'égard du contre-gouvernement a fait place à des commentaires plus nuancés. Il est surtout question dans l'Humanité du peu d'efficacité de cette entreprise sans que soit abordé le fond politique de l'opération ni l'orientation très droitiste et atlantique de la plupart des dignitaires de ce cabinet de fantômes.

Les dirigeants du P.C.F. sont visiblement embarrassés et se cantonnent dans une attitude strictement défensive. Leur seule riposte est l'invitation à intensifier la campagne de recrutement au parti et à faire en sorte qu'il y ait dans la prochaine Chambre un maximum de députés communistes. Cette réaction « patriotique » suffirait-elle à galvaniser les foules pour déclencher la grande vague anti-

gaulliste qui balayera le gouvernement en place ? Il est permis d'en douter.

Mis en éveil par le scrutin présidentiel, le pouvoir entreprend une préparation bien plus systématique des élections à venir. Il lui importe surtout de masquer le caractère réactionnaire de ce régime en employant toutes sortes d'artifices. Le résultat de ces efforts a été l'écllosion d'une variété infinie de gaullistes de gauche et la constitution d'une sorte de Front Populaire gaulliste. Il y a dans tout cela une grande part de mascarade où un certain nombre de personnages dévalués de la gauche « moderniste » ou des déchets à la Rousset acceptent de faire de la figuration de deuxième ordre. Il y a aussi quelques renards, jeunes et vieux, qui pensent à l'après gaullisme et aux rôles charnières des majorités précaires de demain.

Les courants modernistes, comme on a pu le constater à Grenoble, accordent la primauté à la technique aux dépens des critères de classe et de la lutte des classes elle-même. A partir des notions d'efficacité élevées en principe absolu les uns se résignent au ralliement à la F.G.D.S. à condition que Guy Mollet puisse être réduit à la portion congrue, d'autres se font les agents électoraux du gaullisme. On comprend que la perspective d'une fusion à terme des colloqueurs de Grenoble et des gaullistes de gauche énoncée par André Philip n'ait pas été très appréciée par Martinet et Mallet. La démarcation à laquelle ils ont été contraints n'en est pas moins très faible et embarrassée. Sans parler des commentaires d'autres rédacteurs du *Nouvel Observateur* qui manifes-

tent une grande indulgence envers la tentative de regroupement de Pisani.

Le néo-réformisme technocrate des modernistes de l'an 66 n'est pas voué à un sort meilleur que celui de l'opportunisme traditionnel. Un Serge Mallet ne trouve pas de termes assez durs pour stigmatiser « les dirigeants des partis historiques enracinés dans leurs rivalités tribales » mais voit en François Mitterrand et ses amis « des hommes de bonne volonté ». Ce genre de renouveau vise à faire table rase d'une riche tradition du mouvement ouvrier au profit d'un socialisme petit bourgeois aux frontières de classe estompées.

A l'approche des élections le centrisme est plus à la mode que jamais. Tout le monde se veut au centre. On s'y bouscule littéralement. Tour à tour Lecanuet, Edgar Faure et Pompidou y ont planté leur tente. La F.G.D.S. se situant à cheval sur la gauche et le centre, la clarté est totale... si l'on peut dire.

Comment les choses pourraient-elles être claires ? Il ne suffit pas de se plaindre des équivoques de Mitterrand-Mollet et de leur refus de conclure un accord sur la base d'un programme commun. Il faut ouvrir ses propres perspectives au mouvement des masses qui n'a rien à attendre des savantes constructions politiciennes qui ressemblent fort à des châteaux de cartes.

Au gouvernement fantôme il faut opposer le contre-pouvoir de la classe ouvrière fondé sur des comités unitaires dans les quartiers, les villes et les entreprises.

Gérard DARMON.

Paraîtra sous peu : le numéro 28 de la revue

QUATRIEME INTERNATIONALE

Au sommaire :

Le Front unique Chine-U.R.S.S., facteur décisif de la défense du Vietnam.

Articles sur : le XXIII^e Congrès du P.C. de l'Union soviétique — La Conférence tricontinentale de La Havane — la chute de Nkrumah — la France après l'élection présidentielle — le mouvement contre la guerre aux Etats-Unis, etc...

Le numéro de 80 pages : 4 F

Commandes à P. Frank

C.C.P. 12 648-46

Paris, 21, rue d'Aboukir

ABONNEMENT — 1 an : 10 F

● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F.

C.C.P. Pierre Frank
12648-46 Paris

Tous les jours ouvrables
de 15 heures à 19 heures
une permanence est assurée
dans nos locaux
21, rue d'Aboukir
PARIS-2^e
GUTenberg 06-57

Le directeur de publication
P. FRANK

Imp. « E.P. », 232, r. Charenton
Paris-12^e